

Syrie, un point de vue interne

« Je ne crois pas qu'on en arrivera à une guerre civile en Syrie. Il ne faut pas utiliser les armes dans un conflit dont les objectifs sont démocratiques. Il s'agit d'une erreur stratégique ».

ENTRETIEN avec MICHEL KILO par Natalia Sancha

Michel Kilo, écrivain et intellectuel syrien, collabore avec divers journaux arabes et panarabes de renom tels *As Safir* ou *Al Quds al Arabi*. Originaire de Latakia, ainsi que les Assad, il a signé et dirigé la Déclaration de Damas de 2005, où un groupe de l'opposition demandait l'ouverture du régime et la normalisation des relations avec le Liban. Sa signature lui valut trois ans et six jours de prison. « Un général m'invita à prendre un café à quelques 300 mètres de chez moi. Je suis arrivé, il s'est levé et il a lu un papier qui disait : l'institution de sécurité syrienne vous arrête pour avoir travaillé contre le régime. C'était comique. » Âgé de 71 ans, Michel Kilo représente une génération d'intellectuels aux côtés de figures comme Fayez Sara ou Georgette Atiyah dont l'opposition au régime les a conduits à alterner des périodes de dialogue avec des séjours sous les verrous. Depuis le début des révoltes le 15 mars dernier, les protestations en Syrie ont pris une tournure de plus en plus violente, au fur et à mesure que la communauté internationale et régionale a abandonné sa position initiale de prudence, pour prôner une condamnation catégorique et imposer des sanctions contre le régime de Bachar al Assad. L'opposition syrienne s'organise à l'extérieur et à l'intérieur du pays de différentes façons. De leur côté, les intellectuels syriens, qui ont dirigé l'opposition au régime de l'intérieur depuis des décennies, se sont vus déplacés en partie par le Conseil national syrien, surgi principalement

d'une initiative de membres de l'opposition exilés dont la structure et la composition interne sont encore ambiguës. La position de Kilo et d'une partie de ses compagnons a évolué parallèlement aux protestations. Dans ce troisième entretien depuis le début des protestations populaires en Syrie – le premier à Damas deux semaines après le début des protestations syriennes et le deuxième début septembre à Beyrouth –, l'écrivain se montre beaucoup plus prudent dans ses critiques vis-à-vis du CNS, plus sobre dans ses critiques contre le régime et plus prudent au moment d'évaluer une possible guerre civile en Syrie. Cependant, l'opposition catégorique parmi cette génération à une intervention étrangère en Syrie ou à ce que l'opposition interne utilise des armes, persiste. Il s'agit peut-être là du plus grand point de désaccord entre l'opposition en exil, comme c'est le cas de Radwan Ziadeh [voir entretien dans ce numéro] ou Haitham Al Maleh, et les intellectuels en Syrie. Des différences qui soulignent aussi le fossé entre les jeunes à la tête des révoltes qui appellent la vieille garde représentée par Kilo et ses compagnons les « 425 », une allusion à une génération étrangère aux réseaux sociaux et viciée par une inertie d'opposition/dialogue avec le régime syrien. Le cas échéant, si le régime s'effondre, il sera difficile de réunir les combattants laïcs intellectuels de l'intérieur et les exilés. Deux expériences et points de vue que la révolution syrienne n'a pas encore réussi à rassembler.

NATALIA SANCHA : *Le CNS s'est érigé à la tête de la révolution syrienne à l'étranger et il se présente comme le substitut politique le plus probable face au vide hypothétique que pourrait laisser la chute de l'actuel régime. Quant à vous, vous vous opposez à toute interférence étrangère en Syrie, ce qui inclut l'opposition à l'étranger, et vous n'avez pas participé aux conférences organisées en Turquie. Pensez-vous que le CNS est une opposition légitime ?*

MICHEL KILO : Toute opposition dans le monde est légitime du moment qu'elle lutte pour les libertés, pour le respect des droits de l'Homme et pour les intérêts du peuple. Toute opposition est légitime et, donc, le CNS aussi.

N.S. : *Mais vous refusez de faire partie du CNS et vous ne vous considérez pas membre de cette opposition...*

M.K. : Je n'appartiens absolument pas au CNS. J'ai toujours été indépendant et je préfère continuer à être indépendant.

N.S. : *L'on prétend que le CNS est dirigé principalement par des membres des Frères musulmans (FFMM) syriens en exil. Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ?*

M.K. : Je ne sais pas vraiment. Pour cela il faudrait connaître la structure interne du CNS, que j'ignore. Mais je sais que les FFMM syriens représentent une grande référence pour le Conseil. À quel point ? On l'ignore.

Les Frères musulmans syriens sont une grande référence pour le Conseil national syrien

Il y a à peine un mois et demi Michel Kilo et Georgette Atiyah se réunissaient à portes closes à Beyrouth avec un groupe de Libanais qui voulaient en savoir plus sur l'évolution des événements en Syrie. Les têtes grisonnantes des assistants situent la moyenne d'âge dans la soixantaine. La majorité des 15 assistants sont passés par le parti communiste libanais ou par les mouvements jadis socialistes et ils remettent en question les affrontements armés contre l'armée syrienne et le danger islamiste. « Que pouvons-nous faire ? » demandent les Libanais à maintes reprises. « Rien », répondent les deux intellectuels syriens, « appuyer nos idées ». Ils ne cherchent pas une intervention étrangère mais une empathie intellectuelle. Parmi les sujets abordés par Kilo et Atiyah, l'on retrouve les exécutions de manifestants, la division entre l'opposition de l'intérieur et de l'extérieur de la Syrie, ainsi que « la volonté des USA de transformer la Syrie en une nouvelle Turquie ». Kilo transmet les craintes de ses compagnons en Syrie : « Si l'opposition continue à s'armer, il adviendra une guerre civile. Les compagnons en Syrie craignent que le chaos augmente et que les combattants salafistes, comme les 1 200 envoyés par le cheikh Abou Al Qa'qa en 2006 en Irak, reviennent pour déstabiliser le pays encore plus. » [Le cheikh Abou Qa'qa est le pseudonyme du cheikh Mahmoud Gul Aghassi originaire d'Alep, assassiné en 2007 à la sortie de la mosquée qu'il dirigeait. Pour plus d'information, voir : Thomas Pierret, *Baas et Islam en Syrie. La dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011].

N.S. : *Les Comités locaux de coordination ont surgi afin de coordonner au*

niveau interne les protestations. Ont-ils atteint leurs objectifs ?

M.K. : Les Comités locaux de coordination sont maintenant l'organisation la plus importante pour l'opposition en Syrie. Et je n'en suis pas membre non plus. Il y a plusieurs comités, comme celui de communication, celui d'organisation, etc. Ce sont eux qui dirigent les manifestations et qui organisent le travail populaire.

N.S. : *Dernièrement, de nouveaux facteurs significatifs sont apparus dans les protestations. Dont l'Armée de Libération Syrienne. Pensez-vous qu'avec l'entrée d'un acteur armé dans le mouvement d'opposition, la Syrie est plus proche d'une guerre civile ?*

M.K. : Non, je ne crois pas qu'il y aura une guerre civile en Syrie. Mais je crois qu'avoir recours aux armes représente une défaite pour le mouvement de la liberté en Syrie. Il ne faut pas utiliser les armes dans un conflit dont les objectifs sont démocratiques. Il s'agit d'une erreur stratégique. Il faut maintenir le caractère pacifique du mouvement populaire et continuer à se manifester pacifiquement.

N.S. : *Cependant, après huit mois de manifestations pacifiques, le bilan présenté par l'ONU dépasse les 3 500 morts aux mains des forces de l'ordre syriennes. Il y a tout un secteur de l'opposition qui n'a plus confiance en ce que la résistance pacifique fasse changer le régime de stratégie.*

M.K. : Oui, mais je crois qu'il s'agit d'un problème qu'il faut résoudre

politiquement. Aussi bien du côté du régime que du côté de l'opposition. Le régime a utilisé les armes pour obliger le peuple à répondre par la voie armée. Il ne faut pas utiliser les armes ou le régime les obligera à poursuivre la politique qu'il a lui-même choisie. C'est-à-dire : la violence. La violence est une option incompatible avec les demandes démocratiques.

N.S. : *La Ligue arabe s'est rendue en Syrie pour se réunir avec le régime et chercher une sortie politique et la fin de la violence. En moins de 24 heures la répression violente reprit. La Ligue arabe ou les régimes de la région ont-ils une quelconque influence sur le gouvernement syrien ?*

M.K. : Je crois que le régime syrien a décidé de ne pas respecter la volonté des autres régimes arabes. Il croit qu'il doit d'abord vaincre la lutte interne et ceci lui permettra, ensuite, de se débarrasser des critiques et des condamnations de la politique arabe.

N.S. : *Le régime d'Al Assad pourrait-il maintenir une politique autonome vis-à-vis du reste de la région ?*

M.K. : C'est ce qu'il croit : que les Arabes vont changer leur position une fois qu'ils en auront fini avec le mouvement populaire. [Al Assad] a toujours parlé de l'isolement international dont il souffrait jusqu'à la visite de Sarkozy en 2008. Et il est convaincu que cette expérience va se reproduire à nouveau, que le monde va céder, les Arabes vont céder et qu'il sera à nouveau accepté et reconnu.

Le régime syrien est convaincu du fait que le monde va céder, et Assad sera à nouveau accepté

N.S. : *Et cela malgré toutes les déclarations et condamnations de la communauté internationale et régionale ?*

M.K. : Vous savez bien que jusqu'en 2008, la communauté internationale répétait sans cesse ces mêmes déclarations d'aujourd'hui. « Le régime syrien est isolé, il continuera à être isolé et il doit rester isolé. » Et tout à coup, Sarkozy se rend à Damas et s'en est fini de l'isolement international.

N.S. : *Le contexte actuel est différent avec les révolutions et les précédents qu'elles ont semés dans le monde arabe...*

M.K. : Bien sûr, mais je parle du régime et de ce qu'il pense, non de ce que moi je pense.

N.S. : *Vous faites partie d'une génération d'opposition et d'intellectuels qui, depuis l'intérieur du pays, ont exigé l'ouverture du régime, aussi bien à Assad père, qu'à son fils. Quel rôle pensez-vous que vous puissiez jouer dans la révolution actuelle ?*

M.K. : Aider le peuple à récupérer sa liberté, à construire un État civil et démocratique. C'est là mon rôle et ce devrait être le rôle de l'opposition.

N.S. : *Comment l'appliquez-vous au jour le jour ?*

M.K. : En résistant aux armes et en maintenant la paix intérieure. En aidant le peuple à comprendre ce qui se passe avec le régime et à s'organiser de mieux en mieux. En racontant aussi ce qui se passe et en jouant un rôle plus actif dans d'autres pays à l'étranger.



Michel Kilo./N.S.

N.S. : *Seriez-vous disposé à occuper un poste politique si le régime changeait ?*

M.K. : Non. Dès que le régime changera, je me retirerai dans un village du nord au pays pour vivre seul. Une fois mon rêve accompli, je dois me retirer.

N.S. : *Dans un entretien de fin mars 2011, vous étiez disposé à dialoguer avec le régime. Êtes-vous toujours ouvert à cette option ?*

M.K. : Non. Je ne suis pas partisan du dialogue à moins qu'il ne renforce le mouvement populaire, qu'il fasse diminuer le nombre de personnes aujourd'hui neutres et qu'il affaiblisse le régime. Sous ces conditions, je serais disposé à dialoguer.

N.S. : *Alors pas de dialogue...*

M.K. : Ni aujourd'hui, ni demain.

N.S. : *La communauté internationale hésite car elle craint qu'il n'y ait pas d'alternative réelle à l'actuel régime syrien. Y a-t-il une alternative politique capable de mettre sur pied un processus démocratique stable dans le pays ?*

M.K. : Bien sûr. Comme vous pouvez le voir, le peuple est dans la rue depuis huit mois, et il existe une élite très éduquée qui est neutre, qui vit à l'écart, marginalisée. Je crois que l'envie et les forces nécessaires pour reconstruire la Syrie politiquement, économiquement et socialement, pour la transformer en un pays moderne, ouvert et démocratique, existent.

La résistance populaire doit durer jusqu'à ce qu'il y ait un régime capable d'accepter le changement

N.S. : *Mais pensez-vous qu'ils soient suffisamment organisés pour éviter le chaos que prédit le régime dans le cas d'une chute du gouvernement ?*

M.K. : Il y a une partie organisée et une autre non. En réalité, la plupart ne le sont pas, mais il serait facile de les organiser. C'est une question de temps.

N.S. : *Croyez-vous que le régime de Bachar al Assad s'effondrera ?*

M.K. : Je crois qu'il est impossible que le régime récupère sa position d'avant le 15 mars. Et si certains membres du régime parlent de réforme, c'est parce que eux-mêmes sont convaincus du fait que le régime ne peut pas continuer sous sa forme actuelle, mais qu'il doit changer.

N.S. : *Après huit mois de manifestations, pensez-vous que les réformes seront suffisantes pour le peuple ?*

M.K. : Non. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de réformes, mais des opérations limitées pour tromper le peuple.

N.S. : *Alors, pensez-vous que le peuple accepterait des réformes le cas échéant ?*

M.K. : Oui, personne n'aime mourir ou voir mourir les gens dans la rue.

N.S. : *Pensez-vous que le régime octroiera au peuple les réformes qu'il demande ?*

M.K. : Non, absolument pas.

N.S. : *La Syrie se trouve alors dans une impasse.*

M.K. : Exactement, dans un cul-de-sac.

N.S. : *Quelle solution envisagez-vous à court terme ?*

M.K. : Je crois que la résistance populaire doit durer, continuer jusqu'à ce qu'il y ait un régime capable d'accepter le changement et de l'appliquer. C'est une question de temps.

N.S. : *En ce qui concerne le Liban, les conséquences des événements en Syrie sont plus palpables, comme l'enlèvement de membres de l'opposition syrienne sur le sol libanais, des incursions de l'armée syrienne sur la frontière avec le Liban, ainsi que l'augmentation des tensions entre les factions du 14 et du 8 mars pour ou contre le régime syrien, entre autres. Pensez-vous que les protestations en Syrie peuvent déclencher à court terme des affrontements au Liban ?*

M.K. : Je ne crois pas. Le régime est absorbé par les événements internes et il n'a pas le temps, maintenant, de déstabiliser le Liban. Dans tous les cas, le régime libanais n'est pas en train d'agir contre le gouvernement syrien. Qu'est-ce que le Liban a fait ?

Michel Kilo évite de se prononcer sur certains sujets, tels que le CNS ou la connivence du régime libanais avec le régime syrien.

N.S. : *En plus du Liban et de la Ligue arabe, d'autres pays jouent un rôle clé dans le dénouement des protestations*

en Syrie, tels la Turquie, la Russie et la Chine. Êtes-vous favorable à une intervention étrangère ?

M.K. : Je suis totalement contre une intervention étrangère. Et je crois que la plupart des Syriens s'y opposent aussi. Nous ne voulons pas détruire notre pays. De toute façon, il s'agit d'un scénario très peu probable actuellement.

N.S. : *Pensez-vous que le cas de la Libye soit un échec ?*

M.K. : Le cas de la Libye n'est pas celui de la Syrie. Il est vrai qu'il s'agit d'un système et d'un régime similaires, mais la société syrienne n'est pas la société libyenne. Nous ne sommes pas la Libye, nous ne sommes pas une société des sables [société tribale]. Nous sommes une société civilisée.

N.S. : *En 2000, un changement générationnel se produisit avec la relève de Hafez al Assad par son fils Bachar, que l'on voyait comme une jeune réformateur éduqué en Europe et capable de diriger une transition vers une plus grande ouverture politique et sociale. Tout compte fait, y-a-t-il eu de grands changements ?*

M.K. : Non. Bachar a maintenu les mêmes positions que l'ancien régime.

N.S. : *Croyez-vous que Bachar soit un otage des conseillers de la vieille garde du régime ?*

M.K. : Il a les compétences suffisantes pour faire les réformes qu'il voudra. C'est tout. ■